



La France reconnaît la direction de l'opposition libyenne

Par [Patrick O'Connor](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2011

[WSWS](#) 14 mars 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)



Le gouvernement français du président Nicolas Sarkozy a étendu la reconnaissance diplomatique au soi-disant Conseil intérimaire national libyen. C'est le premier gouvernement extérieur à prendre cette décision.

Selon l'Agence France Presse, le gouvernement Sarkozy veut aussi recommander à ses homologues au sommet de l'Union européenne qui se termine aujourd'hui, que les quartiers généraux de commandement de Kadhafi devraient être bombardés.

Ces interventions agressives et unilatérales dans les affaires libyennes ont lieu au milieu des préparatifs à Washington et à Bruxelles, ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'ONU, quant à la manière de forcer l'effondrement du régime libyen du colonel Mouammar Kadhafi. Kadhafi est confronté au défi du Conseil national de l'opposition qui a été formé le mois dernier après le déclenchement dans l'Est du pays de protestations de masse contre le régime de Kadhafi.

Il y a des discussions concernant des frappes aériennes, des zones d'exclusion aérienne et d'autres mesures destinées à mettre au pouvoir à Tripoli un gouvernement bienveillant envers les sociétés pétrolières transnationales et les intérêts des puissances occidentales.

En reconnaissant le Conseil national, Paris jette potentiellement une bouée de secours à l'organisation qui est confrontée à une situation de plus en plus difficile dans son combat au sein de la Libye. Les forces de Kadhafi ont à nouveau capturé Zawiyha, ville pétrolière à 50 kilomètres à l'Ouest de Tripoli et où se trouvent une raffinerie et aussi l'important complexe

pétrochimique de Ras Lanuf sur le Golfe de Syrte, à l'Est du pays.

L'utilisation par le gouvernement de la force aérienne aurait joué un rôle important dans chaque combat. Des avions de combat auraient bombardé une autre ville pétrolière, Brega, à environ 80 kilomètres à l'Est de Ras Lanuf.

La position provocante du gouvernement français a été saluée par la direction de l'opposition dont le siège est à Benghazi. Moustapha Gheriani, chargé des relations avec les médias au quartier général de l'opposition, a dit à la presse que la reconnaissance diplomatique est le « premier clou dans le cercueil de Kadhafi. » Il a ajouté : « La France joue le rôle de brise-glace dans l'Union européenne. Nous nous attendons à ce que toute l'Europe suive. »

L'impérialisme français promeut ses intérêts de façon agressive – notamment ceux de sa principale compagnie pétrolière, Total – dans une région où elle avait auparavant des possessions coloniales considérables.

La reconnaissance diplomatique de la France ouvre la voie à des recettes pétrolières s'élevant à des milliards de dollars et à des actifs financiers libyens gelés qui seront transmis à la direction autoproclamée des forces anti-Kadhafi basées dans la ville orientale de Benghazi. Cette décision extraordinaire a été prise en dépit du fait que la direction de l'opposition ne soit pas élue ; que sa composition ne soit toujours pas claire ; et que bon nombre de ses membres dirigeants soient des membres de l'ancien gouvernement Kadhafi, dont le président du conseil, Moustapha Abdel-Jalil, ancien ministre de la Justice du gouvernement.

Une réunion des ministres européens des Affaires étrangères a imposé d'autres mesures contre le gouvernement libyen. Elle a ajouté à sa liste de sanctions cinq institutions financières dont l'Autorité libyenne d'investissement de 70 milliards de dollars et la banque centrale de Libye. Les discussions se poursuivront aujourd'hui et devraient inclure la décision d'étendre les sanctions à la compagnie pétrolière d'Etat de la Libye.

Chacune des principales puissances européennes cherche à promouvoir ses propres intérêts impérialistes en Libye et au Moyen Orient. La Grande-Bretagne et la France ont présenté une requête unie pour l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne, mais elles sont elles-mêmes divisées sur certains points. Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, semble rejeter les suggestions selon lesquelles son gouvernement suivrait rapidement la reconnaissance par la France de la direction de l'opposition. « Nous reconnaissons plutôt des Etats que des groupes au sein d'Etats, » a-t-il dit de manière significative.

Une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN s'est accordée hier pour rapprocher de la Libye des bâtiments de guerre, dont une frégate allemande, un croiseur italien et des démineurs. Les navires augmenteront la surveillance de la Libye et contrôleront l'embargo sur les livraisons d'armes au pays.

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a dit que ces navires permettraient « à l'OTAN d'accroître la connaissance de la situation et contribuera à notre capacité de surveillance et de contrôle, y compris de l'embargo sur les armes ». Il a ajouté qu'il y avait trois conditions à une intervention : « Premièrement, il doit y avoir un besoin démontré pour une action de l'OTAN. Deuxièmement, il doit y avoir une base juridique

claire. Troisièmement, il doit y avoir un soutien ferme dans la région. »

Le Conseil national a joué un rôle tout à fait réactionnaire tout au long du soulèvement anti-Kadhafi. Le mouvement avait été déclenché par des travailleurs et des jeunes libyens, inspirés par les révolutions de Tunisie et d'Egypte et poussés par les mêmes questions que leurs homologues d'Afrique du Nord : l'inégalité sociale, le chômage de masse, les opportunités restreintes d'éducation, les réformes de « libre marché » et les programmes de privatisation, ainsi que la répression et la corruption gouvernementales.

Le Conseil national représente une section de l'élite dirigeante libyenne qui, dès le début du soulèvement, s'est empressée de s'emparer et de détourner la révolte en train de se produire. Pour cette couche, l'éviction de Kadhafi est un moyen de promouvoir ses propres intérêts politiques et économiques.

La direction officielle de l'opposition est tout aussi hostile que le régime de Kadhafi à l'égard de toute menace aux relations de propriété capitalistes en Libye.

Il a de façon continue lancé ses appels non pas en direction des aspirations de la classe ouvrière, mais aux grandes puissances. Al Jazeera a rapporté hier que le « conseil intérimaire national, dont le siège est à Benghazi, a dit qu'il respectera les accords pétroliers signés par la Libye. » Le porte-parole de l'opposition, Hafiz Ghoga, a ajouté : « Nous cherchons à accroître notre production pétrolière, mais le bombardement de certains emplacements pétroliers affectera certainement nos niveaux de production. »

Cette déclaration montre les calculs financiers et stratégiques se cachant derrière toute zone d'exclusion aérienne qui pourrait être imposée par les puissances américaine et européennes.

Mais, des divisions tactiques significatives apparaissent au sein des grandes puissances et au sein du gouvernement américain même quant à la manière d'intervenir efficacement en Libye.

Le Conseil de sécurité de l'ONU est arrivé hier à une impasse sur la question d'un vote pour une zone d'exclusion aérienne, avec la Russie et la Chine s'opposant même à toute décision en faveur d'un projet d'action militaire.

Washington a rejoint hier le gouvernement allemand pour rejeter, du moins pour le moment, les décisions britannique et française de convaincre l'OTAN d'imposer une zone d'exclusion aérienne. Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a dit que la planification d'urgence continuerait, mais que c'était là « toute la mesure d'une zone d'exclusion aérienne. » Gates a ajouté que l'embargo sur les armes vers la Libye ne serait pas appliqué par la force militaire à moins d'y être autorisé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a déclaré : « Une chose est absolument claire pour le gouvernement allemand - nous ne voulons pas être aspiré dans une guerre en Afrique du Nord. » Westerwelle a ajouté que la reconnaissance diplomatique par Sarkozy de la direction de Benghazi semblait avoir été décidée « sur un coup de tête. »

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a dit hier au Comité des Appropriations du Congrès (House Appropriations Committee) qu'elle parlerait à la direction de l'opposition libyenne lorsqu'elle se serait en Tunisie et en Egypte la semaine prochaine. Mais, le New

York Times a fait remarquer, Clinton « paraissait bien plus prudente au sujet d'une intervention militaire qu'elle ne l'était il y a une semaine, en s'alignant plus étroitement aux mises en garde faites par le secrétaire à la Défense, Robert Gates. »

« En l'absence d'autorisation internationale, une action unilatérale des Etats-Unis mènerait à une situation dont les conséquences sont imprévisibles, » a déclaré la secrétaire d'Etat. Clinton a mis en garde que des zones d'exclusion aérienne et des frappes aériennes n'encourageront peut-être pas le changement de régime visé sous la poussée des Etats-Unis, en disant que la zone d'exclusion aérienne imposée en Irak dans les années 1990 « n'avait pas empêché Saddam Hussein de massacrer son peuple sur le terrain et ne l'avait pas fait partir. »

Dire si oui ou non l'armée américaine, qui mène déjà deux guerres néocoloniales en Afghanistan et en Irak, est capable de cette action est une autre question. Au sein du haut commandement il y a clairement une inquiétude quant aux implications d'une guerre en Libye, notamment au moment où Kadhafi semble prendre le dessus sur le terrain.

Le directeur du renseignement américain, James Clapper, a dit au Congrès qu'à long terme, « le régime l'emportera » en raison de sa supériorité en puissance de feu. Clapper a ajouté que les défenses aériennes libyennes sont « plutôt considérables, » venant tout de suite après celles de l'Egypte dans les pays arabes.

Durant une audition de la Commission des forces armées (Armed Services Committee), le lieutenant-général, Ronald Burgess, directeur de l'agence du renseignement militaire, a approuvé Clapper. « Pour le moment, il [Kadhafi] semble faire preuve de persévérance à moins que ne survienne un autre changement dynamique, » a-t-il dit en ajoutant que la dynamique « a commencé par se déplacer » en direction de l'armée. Burgess a aussi reconnu que l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne « serait considérée comme un acte de guerre. »

Certains responsables de la Maison Blanche semblaient, toutefois, remettre en question ces évaluations. Le conseiller national d'Obama pour la sécurité nationale, Tom Donilon, a dit aux journalistes que Clapper avait fourni une « évaluation statique » de la situation. « Mais, si vous regardez à travers une 'lentille dynamique', en tenant compte de la motivation, de l'isolement, de la perte de légitimité de Kadhafi... on peut arriver à une évaluation différente, » a déclaré Donilon.

Article original, [WSWS](#), paru le 11 mars 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Patrick O'Connor](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Patrick O'Connor](#)

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca